



ARGUMENTAIRE
1/12
12 NOV. 2013

UNE SEULE ENTREPRISE PUBLIQUE FERROVIAIRE INTÉGRANT L'INFRASTRUCTURE ET L'EXPLOITATION!

La position de SUD-Rail n'a pas varié depuis 1997. Nous l'avons réaffirmé lors de nos auditions par Jean-Louis Bianco et Jacques Auxiette, nous l'avons confirmé au ministre Cuvillier et à la direction SNCF : **nous revendiquons la réintégration complète de la gestion de l'infrastructure dans la SNCF, sous forme d'une direction de l'Infra dans un seul EPIC SNCF.**

Le gouvernement ne veut pas intégrer l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) RFF au sein de l'EPIC SNCF. **Cette solution, la plus juste en termes d'efficacité organisationnelle, sociale, économique, est compatible avec les actuelles directives européennes** qui n'imposent qu'une séparation comptable entre gestionnaire d'infrastructure (GI) et entreprise ferroviaire (EF) avec des comptes de bilan distincts, et donc pas de séparation organique.

Le projet de loi gouvernemental prévoit trois EPIC, les deux préexistants (SNCF et RFF) et un «établissement de tête». Les compétences confiées à celui-ci ne permettent pas de parler de réintégration de la gestion de l'infrastructure au sein de la SNCF, loin de là.

Plus de 50 000 cheminot-es de l'Infra et de la DCF, actuellement à la SNCF (EF) seraient transféré-es au GI. Cette organisation accentue l'éclatement entre un Gestionnaire d'Infrastructure renforcé et une Entreprise Ferroviaire publique affaiblie.

L'organisation projetée correspond aux injonctions de la Commission européenne qui veut que la future loi ferroviaire française anticipe ce qu'elle souhaite imposer dans le quatrième «paquet ferroviaire» européen. Une autre voie est possible : être ferme lors des futures discussions sur ces directives européennes et repousser les diktats de la Commission.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de l'éclatement par activités orchestré par la direction SNCF et la mise en place d'une Direction transverse forte, commune aux services d'exploitation ferroviaire et de gestion de l'infrastructure réunifiés dans une seule entreprise publique. Le dramatique accident de Brétigny rappelle le lien évident entre tous les métiers de cheminot-es, pour la sécurité des circulations ferroviaires.

En France, mais aussi dans de nombreux pays européens, **les cheminot-es montrent** par leurs grèves, manifestations et rassemblements **leur attachement à défendre le service public ferroviaire.** Nous menons ce combat avec des associations d'usagers, des collectifs de défense du service public ou de lignes ferroviaires et des associations environnementales.

Le 16 octobre, le Conseil des ministres validait le projet de loi Cuvillier qui poursuit la désintégration du système ferroviaire. Le mouvement syndical devait marquer fermement son désaccord et défendre ses propositions pour l'amélioration de l'offre et des conditions de transport des voyageurs-ses d'une part, des droits et des conditions de travail de tous les travailleurs-ses du rail d'autre part. SUD-Rail l'a fait, seul. **L'unité syndicale semble redevenir possible pour une grève en décembre. Nous construisons un mouvement d'ampleur pour gagner !**

REMETTONS LE SERVICE PUBLIC SUR LES RAILS !

**Sud
Rail**
Union
syndicale
Solidaires



**UNE SEULE
ENTREPRISE
PUBLIQUE
FERROVIAIRE**
INTÉGRANT L'INFRASTRUCTURE
ET L'EXPLOITATION!

REMETTRE LE
**SERVICE
PUBLIC**
SUR LES
RAILS

Solidaires
Union
syndicale
**Sud
Rail**

Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la Libération - 93200 Saint-Denis
Tél 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr - www.sudrail.fr